



Le développement culturel de Montréal passe par le livre

**Mémoire de l'Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ) sur le projet de
Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal**

Montréal, mars 2017

Table des matières

À propos de l'UNEQ.....	3
Introduction.....	4
Bibliothèques publiques : un retard historique.....	6
Quelles ressources pour le Conseil des arts de Montréal (CAM) ?	10
Des partenariats avec l'industrie du livre.....	11
1) Un réseau de résidences d'écrivains en bibliothèques structuré et financé par la Direction des bibliothèques.....	11
2) Mettre en place des résidences de traducteurs et positionner Montréal comme pôle de traduction.....	12
3) Les bibliothèques hors les murs, lieux de diffusion.....	15
4) La littératie d'abord, la littératie numérique ensuite.....	17
Conclusion.....	19

À propos de l'UNEQ

Depuis 40 ans, l'Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ) travaille à la promotion et à la diffusion de la littérature québécoise, au Québec, au Canada et à l'étranger, de même qu'à la défense des droits socio-économiques des écrivains.

Syndicat professionnel fondé le 21 mars 1977 par une cinquantaine d'écrivains réunis autour de Jacques Godbout, l'UNEQ regroupe aujourd'hui près de 1 650 écrivains : poètes, romanciers, auteurs dramatiques, essayistes, auteurs pour jeunes publics et auteurs d'ouvrages scientifiques et pratiques.

L'UNEQ a été reconnue, en 1990, comme l'association la plus représentative des artistes du domaine de la littérature, en vertu de la *Loi sur le statut professionnel des artistes en arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs* (L.R.Q., chapitre S-32.01).

L'UNEQ a aussi été accréditée, en 1996, par le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs pour négocier, de façon exclusive, avec les producteurs relevant de la compétence fédérale, afin de conclure des accords-cadres qui définissent les conditions d'embauche des travailleurs professionnels autonomes du secteur littéraire.

Introduction

« De toutes les manières d’être en retard, la pire est celle qui consiste à se croire en avance. ¹ »

La Ville de Montréal a proposé un projet de Politique de développement culturel 2017-2022, décliné en trois chantiers (« l’entrepreneuriat culturel et créatif », « le numérique au service de l’expérience culturelle citoyenne », « un vivre ensemble incarné dans les quartiers culturels »). Dans son mémoire sur ce projet de politique, l’UNEQ abordera les enjeux à la lumière de son double mandat : 1) contribuer au développement et au rayonnement de la culture à travers les œuvres des écrivaines et des écrivains québécois ; 2) défendre les droits socio-économiques des écrivains.

Les premier et deuxième « chantiers transversaux » du projet ne font presque pas mention de l’industrie du livre, comme si la Ville, souhaitant privilégier le Quartier des spectacles et le numérique, ignorait que l’industrie du livre est la plus importante industrie culturelle du Québec — nous y reviendrons.

En revanche, le troisième « chantier transversal », sur les quartiers culturels, nous interpelle. L’UNEQ se réjouit de la volonté de la Ville de poursuivre le développement des infrastructures (selon le Programme de rénovation, d’agrandissement et de construction de bibliothèques, RAC) et d’insister sur l’inclusion sociale de même que sur la diversité culturelle.

Nous souscrivons entièrement à la vision de la bibliothèque comme « troisième lieu » (après l’espace domestique et l’espace professionnel), c’est-à-dire comme carrefour culturel et communautaire offert gratuitement à tous les citoyens non seulement pour consulter et emprunter des documents, mais aussi pour assister à des conférences et participer à des débats, se détendre et se distraire, s’instruire et même se nourrir — exploiter un casse-croûte ou un café dans une bibliothèque n’est plus saugrenu ; les bibliothèques sont « de formidables outils de démocratisation culturelle, de cohésion et de développement social », nous dit-on dans le projet de Politique culturelle.

En 2017, le budget de la Ville attribué aux loisirs et à la culture (bibliothèques, parcs, musées, piscines, patinoires, vie communautaire, etc.) a augmenté de 13,5 millions \$, ou de 2,5 %, pour atteindre 548,1 millions \$ ou près de 10 % du budget municipal global de 5,2 milliards \$. De la somme affectée aux loisirs et à la culture, plus de 93,7 millions \$ vont aux bibliothèques². Des

¹ Mot d’esprit d’André Frossard, journaliste, essayiste et académicien français (1915-1995).

² Ville de Montréal. *Budget de fonctionnement 2017*, adopté par le conseil municipal le 14 décembre 2016 et par le conseil d’agglomération le 16 décembre 2016, p. 279-280,

chiffres encourageants à première vue, mais pour apprécier l'état de notre réseau de bibliothèques, un peu de recul historique s'impose.

Bibliothèques publiques : un retard historique

La première véritable bibliothèque publique au Québec a été fondée par la municipalité de Westmount en 1899. Les localités anglophones cultivaient une conception « libérale » du livre et de la lecture, accessible au grand public. Pendant ce temps, l'Église catholique s'opposait à tout lieu de diffusion de matériel imprimé qui ne servait pas des fins ecclésiastiques, exerçait une impitoyable censure (la liste des livres interdits, l'*Index Librorum Prohibitorum*, n'a été abolie qu'en 1966) et menait de véritables campagnes contre la lecture.

« En 1924, on compte au Québec 15 bibliothèques publiques (municipales ou d'association), concentrées en majorité à Montréal et à Québec et totalisant 556 374 documents. (...) Sans aide de l'État, les bibliothèques gérées par les autorités religieuses n'arrivent pas à se maintenir », écrit une bibliothécaire de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), qui précise : « La lutte incessante entre l'Église et les libéraux a cependant créé une situation consternante, cause d'un retard important des bibliothèques québécoises par rapport à celles du reste de l'Amérique du Nord.³ »

En 1960, Montréal comptait cinq bibliothèques et au moment d'écrire ces lignes, 45. Pourtant, un retard persiste.

Ce retard a été documenté avec précision dans le dernier diagnostic des bibliothèques municipales de Montréal, qui remonte à 2005, et qui utilisait des données de 2002. (Certains indicateurs ont été mis à jour pour produire un diagnostic plus succinct, publié en 2007.)

Si l'on tient compte du nombre de bibliothécaires par 6 000 habitants, par exemple, Montréal se classait au cinquième rang en 2002 (0,52), après Vancouver (1,32), Toronto (1,05), Mississauga (0,69) et Ottawa (0,59).

Le nombre de livres en bibliothèque par habitant désavantageait aussi Montréal, au quatrième rang avec 2,3 livres, derrière Vancouver (4 livres), Toronto (3,5 livres) et Ottawa (2,8 livres).

Autre indicateur, le taux de pénétration des bibliothèques (soit le nombre d'abonnés inscrits par rapport à la population) en 2002 plaçait Montréal en queue de peloton, à 37,8 %, derrière Vancouver (67,7 %), Winnipeg (62,6 %), Toronto (54,8 %), Mississauga (52,3 %), Ottawa (51,7 %), Calgary (50,9 %) et Edmonton (38,8 %)⁴.

³ Lefebvre, Michèle. « Au tournant du XX^e siècle : la timide éclosion des bibliothèques publiques », *À rayons ouverts*, no 61, automne 2004, BAnQ, www.banq.qc.ca/a_propos_banq/publications/a_rayons_ouverts/aro_61/aro_61_histoire.html

Dans le *Diagnostic* de 2005, les constats sont affligeants :

« Un déficit majeur de personnel : Montréal accuse un déficit global de 72 bibliothécaires et de 262,9 employés toutes catégories par rapport à la moyenne des villes canadiennes de 500 000 habitants et plus. Quant aux services centraux, on dénote une carence importante en effectifs.

« Un taux de pénétration bas : Avec un taux de pénétration de 37,8 %, Montréal se classe dernière en comparaison des sept villes canadiennes de 500 000 habitants et plus. (...) »

« Un manque d'espaces important : Question espaces, 17 arrondissements, regroupant plus de 80 % de la population, se situent sous la moyenne des grandes villes canadiennes. Sept d'entre eux se trouvent à moins de la moitié de cette moyenne. Ce qui représente un déficit global de 30 300 m².

« La nécessité d'un effort financier supplémentaire : Un écart négatif de 5,1 \$ ou 11,8 %, dans l'investissement per capita, sépare Montréal des villes canadiennes de 500 000 habitants et plus; après Vancouver (63,9 \$) et Toronto (53,1 \$), elle se classe au 3^e rang, avec 38,3 \$ de dépenses par habitant.⁵ »

Le *Diagnostic* de 2007 souligne, entre autres indicateurs, que la norme de trois livres par habitant n'était pas encore atteinte. Le nombre de livres per capita était de 2,08 en 2007 ; « 4 arrondissements atteignent la cible alors que 15 se positionnent en-dessous, totalisant un déficit global de 1 498 857 livres qui affecte 1 474 274 personnes, soit 91 % de la population.⁶ »

Le projet de politique actuellement sur la table indique que « Montréal s'était engagée à réaliser à partir de 2007 un plan majeur de mise à niveau de ses bibliothèques municipales » et cite des résultats « probants » : augmentation de prêts de documents de 40 %, croissance de 16 % du nombre de documents, hausse de la fréquentation des bibliothèques de 48 %, bond de 168 % de la fréquentation des activités dans les bibliothèques, mise à niveau du parc d'équipement et enrichissement des collections, etc. Mais le retard historique de Montréal a-t-il été comblé ? Depuis 2002, seulement deux nouvelles bibliothèques ont vu le jour et deux bibliothèques ont été

⁴ Ville de Montréal. *Diagnostic des bibliothèques municipales de l'île de Montréal — juillet 2005*, p. 45, ville.montreal.qc.ca/culture/sites/ville.montreal.qc.ca/culture/files/diagnostic_des_bibliotheques_municipales_2005.pdf

⁵ *Ibid.*, p. 46.

⁶ Ville de Montréal. *Diagnostic des bibliothèques publiques de Montréal — Données 2007*, p. 13, ville.montreal.qc.ca/culture/sites/ville.montreal.qc.ca/culture/files/diagnostic_bibliotheques_2007.pdf

agrandies. Selon le *Diagnostic* de 2005, il manquait encore 10 nouvelles bibliothèques et sept auraient dû être agrandies...

La Grande Bibliothèque a sûrement dopé les statistiques des bibliothèques publiques depuis son ouverture en 2005 (à sa première année d'opération, cette institution a attiré 2,8 millions de visiteurs ; en 2015-2016, ce nombre était de 6,3 millions), mais quel est le vrai portrait actuel de l'ensemble du réseau montréalais ?

L'UNEQ souhaite donc que la Ville mette à jour son diagnostic de 2005 le plus rapidement possible de manière à obtenir l'heure juste quant à la situation des bibliothèques publiques de Montréal et, plus important encore, de manière à quantifier les efforts requis pour rejoindre les métropoles canadiennes. Il est injustifiable que les 45 bibliothèques publiques de Montréal soient moins pourvues et affichent un taux de pénétration plus faible que les 23 bibliothèques publiques de Vancouver, une ville moins peuplée (environ 650 000 habitants) et beaucoup plus jeune (officiellement fondée en 1886).

L'UNEQ aimerait également connaître le plan de développement des bibliothèques de la Ville de Montréal. Le Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques (RAC) sera-t-il bonifié ? Les bibliothèques auront-elles davantage de ressources financières pour embaucher du personnel et bonifier leurs collections ? Le projet de politique ne chiffre pas ces enjeux, outre les engagements indiqués dans sa dernière section, « Objectifs et priorités » :

1. « Réaliser 8 projets de bibliothèques d'ici 2022 dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques (RAC) ». Cela ferait passer le nombre de bibliothèques à 55. Toronto, actuellement, compte 100 bibliothèques publiques et, en 2022, elle en aura peut-être bâti quelques-unes de plus. Laquelle des deux villes pourra se vanter d'être la métropole culturelle du pays ?
2. « Augmenter l'offre de services répondant aux besoins particuliers de certaines clientèles dans une approche inclusive, particulièrement les personnes immigrantes et les groupes vulnérables ». Tout à fait louable, mais quelles ressources financières fournira-t-on pour mieux desservir ces clientèles ?
3. « Favoriser la collaboration avec les arrondissements et resserrer les liens avec les milieux communautaires et de loisirs en mettant l'accent sur la médiation culturelle et les interventions hors les murs ». Encore une fois louable, mais quelles ressources financières mobilisera-t-on pour soutenir cette médiation et ces animations hors les murs maintenant devenues indispensables ?
4. « Assurer d'ici 2022 un environnement numérique et technologique de haut niveau en garantissant la convivialité des services et en développant la littératie numérique et

technologique, notamment par l'implantation de laboratoires de création et de fabrication (Fab labs) et d'ateliers. » Nous n'avons rien contre la littérature numérique et technologique, bien au contraire, les écrivains ayant adopté les outils de leur époque (livre électronique, blogue, réseaux sociaux, etc.), mais les collections de livres imprimés demeurent au cœur de la mission d'une bibliothèque. Les budgets pour l'acquisition de livres sont déterminés par les arrondissements et ne sont malheureusement pas dévoilés au public, ce qui ne nous permet pas d'obtenir un portrait global des acquisitions et des collections dans le réseau. L'UNEQ souhaite que la Ville publie les budgets d'acquisitions accordés aux bibliothèques, arrondissement par arrondissement, au bénéfice des usagers et du milieu du livre, et qu'elle documente les disparités notables que l'on peut observer d'une bibliothèque publique à une autre : budgets, heures d'ouverture, superficie, personnel. Les Montréalais devraient bénéficier d'un accès égal aux ressources des bibliothèques, peu importe leur lieu de résidence.

Pour conclure notre propos sur les bibliothèques publiques, attardons-nous un instant à la Grande Bibliothèque. Cette institution, depuis 2005, est une réussite à bien des égards. Un exemple à suivre, selon la Ville dans son *Diagnostic* de 2007 :

« Le succès de la Grande bibliothèque, qui contraste avec la situation actuelle dans le réseau, au-delà de l'effet de la nouveauté, est précisément tributaire de ces conditions gagnantes qui ont été largement plébiscitées par la population montréalaise et qui font encore sévèrement défaut au niveau des arrondissements : des ressources humaines et des collections qui répondent aux normes, des espaces adéquats et suffisants, une architecture attrayante ainsi qu'une offre de qualité en matière d'animation et de médiation culturelle, pour ne nommer que les principales. En outre, soulignons que la Grande bibliothèque s'est également donné les moyens de concurrencer l'offre sur Internet pour capter l'attention des internautes et, en particulier, des jeunes internautes, en investissant de façon importante dans sa bibliothèque numérique et ses services virtuels. Le passage de la bibliothèque physique à la bibliothèque virtuelle constitue un enjeu immense et incontournable que nulle institution ne peut ignorer si elle veut rejoindre les usagers là où ils sont majoritairement localisés aujourd'hui : sur le web.⁷ »

Le projet de Politique semble vouloir répéter ce succès, à petite échelle, dans les autres arrondissements de Montréal : accessibilité accrue, davantage d'animation et de médiation culturelle, etc. Mais la Ville se donnera-t-elle les moyens de ses ambitions ?

⁷ *Ibid.*, p. 12.

Quelles ressources pour le Conseil des arts de Montréal (CAM) ?

Le projet de politique entend « appuyer le Conseil des arts de Montréal comme intervenant de première ligne de la Politique de développement culturel », avec deux priorités : « Appui aux priorités stratégiques du Conseil des arts de Montréal aux plans du développement de la relève, de l'intégration de la diversité et de philanthropie culturelle », et « consolider les programmes respectifs du CAM et du Service de la Culture afin d'optimiser leur appui aux industries culturelles et créatives. » Fort bien, mais nous aimerions avoir davantage d'informations sur les ressources financières qui seront allouées au CAM.

Les organisations comme l'UNEQ sont soutenues au fonctionnement de manière significative par le CAM, mais des projets spéciaux ponctuels, non récurrents et spécifiquement montréalais, devraient aussi être mieux soutenus avec une enveloppe budgétaire plus généreuse, puisqu'il s'agit du territoire que ce Conseil des arts dessert en priorité. Nous suggérons donc que l'augmentation qui devrait être accordée au budget du CAM soit concentrée dans l'enveloppe réservée aux projets spéciaux et ait comme objectif premier de soutenir ces initiatives. La lourdeur des budgets engagés au fonctionnement des organismes fait en sorte que le CAM manque de flexibilité. Ces budgets sont immobilisés et ne représentent bien souvent qu'un faible pourcentage de l'ensemble du budget de fonctionnement, parfois 3 %. Les bonifier serait encore une manière de distinguer les actions de ce Conseil de celles du Conseil des arts et des lettres du Québec et du Conseil des arts du Canada.

Des partenariats avec l'industrie du livre

Nous rappelions dans l'introduction de ce mémoire que l'industrie du livre est la plus imposante des industries culturelles québécoises, plus encore que celles de la télévision, du cinéma et de la musique. En 2014, 1 778 éditeurs ont publié 7 055 livres de plus de 48 pages et 2 389 brochures, entre 5 et 48 pages.⁸

L'Association des distributeurs exclusifs de livres en langue française (ADELF) a dressé, il y a quelques années, le portrait de cette industrie (les données sont de 2012) :

« La filière du livre emploie actuellement environ 12 000 personnes au Québec et génère un chiffre d'affaires annuel de près de 700 M \$, ce qui en fait la plus grande industrie culturelle québécoise. Plus de 4 500 titres sont publiés ici chaque année. Au prorata de la population, le volume d'édition est comparable, par exemple, à celui de la France, de l'Italie et de l'Allemagne. Les titres québécois (littérature générale et scolaire) occupent plus de la moitié du marché du livre. Par ailleurs, les lecteurs québécois ont aussi pleinement accès à la littérature du monde entier grâce à un système d'importation et de distribution efficace qui met en marché environ 30 000 nouveautés en langue française par année⁹ ».

Dans son ensemble, le projet de Politique de la Ville a le défaut d'accorder peu d'attention au livre comme industrie et comme expression culturelle des Montréalais, mais insiste avec pertinence sur le rôle citoyen des bibliothèques. Nous croyons que de nombreuses initiatives et des partenariats pourraient être organisés en concertation avec l'UNEQ de manière à dynamiser cette filière importante. Voici quelques exemples.

1) Un réseau de résidences d'écrivains en bibliothèques structuré et financé par la Direction des bibliothèques

Depuis maintenant presque dix ans, un réseau de résidences d'écrivains a été mis en place par le CAM dans les bibliothèques des arrondissements, de concert avec ces mêmes arrondissements. Il

⁸ Messier, Pascale. *Statistiques de l'édition au Québec en 2014 : publications imprimées éditées en 2014*, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2016, www.banq.qc.ca/documents/a_propos_banq/nos_publications/nos_publications_a_z/Stats_2014.pdf

⁹ *Mémoire de la Commission du livre de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec présenté à la Commission de la culture et de l'éducation*, 23 août 2013, p. 14, www.sodec.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2016/06/memoirereglementationprixlivre.pdf

est maintenant géré par l'UNEQ. Cette initiative a remporté un énorme succès qui ne s'est jamais démenti au fil des ans.

Résumons en disant qu'il s'agit de résidences de création destinées aux écrivains et aux bédéistes, résidences qui s'étalent sur six mois et sont assorties d'un projet de médiation culturelle que l'écrivain choisi doit réaliser. C'est d'ailleurs en fonction de la pertinence de ce projet que se fait la sélection des écrivains. À raison de deux résidences par année, près de 20 écrivains et bédéistes ont été accueillis dans de nombreux arrondissements, où ils ont réalisé des projets de médiation culturelle porteurs pour les communautés desservies. Ce programme rencontre parfaitement les objectifs de médiation culturelle de la Ville.

Les bourses, pour ces résidences, sont actuellement de 15 000 \$. Le financement est assuré majoritairement par le CAM, qui verse 10 000 \$ pour chaque bourse. Les 5 000 \$ qui restent doivent provenir de l'arrondissement. La plupart des arrondissements se sont montrés enthousiastes, mais les fonds, qui doivent maintenant être puisés dans leur budget, manquent parfois.

Si l'on conservait la structure financière actuelle, avec le CAM comme partenaire, et si la Direction des bibliothèques investissait la modeste somme de 20 000 \$ par année, il serait possible de passer de deux à quatre résidences annuellement. Pour l'instant, la Direction n'a participé qu'une seule fois en octroyant 5 000 \$, puis son appui n'a pas été renouvelé à la suite de compressions budgétaires, semble-t-il.

En injectant des sommes de manière récurrente, la Direction s'assurerait d'une meilleure répartition stratégique et libérerait les arrondissements du fardeau du financement.

Depuis l'an dernier, l'UNEQ gère ce programme de résidences d'écrivains pour le CAM et les bibliothèques. Nous nous chargeons des appels de candidatures auprès des bibliothèques et des écrivains, de la composition des jurys, de l'évaluation des résidences, etc. L'UNEQ pourrait sans problème gérer un programme de résidences plus vaste, car il s'agit là d'un projet qui a fait ses preuves et ne demande qu'à être bonifié.

2) Mettre en place des résidences de traducteurs et positionner Montréal comme pôle de traduction

Le projet de Politique souligne que Montréal est une ville « francophone, cosmopolite, riche de ses communautés ; anglophone, issues de l'immigration, des Peuples autochtones », une « ville nordique et de savoir, qui, par sa localisation et son histoire, se nourrit à la fois des courants

culturels d'Amérique du Nord et d'outre-Atlantique », et qui « intègre toutes les formes d'expressions artistiques, établies et émergentes, urbaines et métissées. »

Tout cela est vrai, mais Montréal pourrait jouer un rôle beaucoup plus actif en matière de traduction de la littérature. Si le rayonnement international de la métropole est une priorité, il faut savoir que c'est par la traduction que la littérature parvient à se déployer à l'international, et ce, de manière relativement peu coûteuse.

Un bon exemple à imiter est celui de l'Association pour la promotion de la traduction littéraire (ATLAS), sise à Arles en France. L'ATLAS gère le Collège International des Traducteurs littéraires (CITL), qui est hébergé par la Ville d'Arles. Il s'agit d'une résidence de traducteurs unique en France, que l'on gagnerait à connaître.

Voici des extraits du site web de l'ATLAS :

« Créé par l'association ATLAS en 1987, le CITL a pour mission d'accueillir en résidence des traducteurs littéraires venus du monde entier, mais aussi des auteurs désireux de travailler un moment avec leur traducteur, des chercheurs et des linguistes. Ils y trouvent un cadre privilégié pour vivre et travailler.

« Depuis son ouverture, le Collège International des Traducteurs Littéraires a reçu plus de 1 300 résidents et compte plus de 2 200 séjours et ouvrages traduits.

« Sa vocation est de favoriser les échanges entre professionnels généralement habitués à un travail solitaire, mais aussi de développer une vie littéraire en direction d'un public non-professionnel. Il est l'initiateur, dans la ville d'Arles et dans sa région, de nombreuses rencontres littéraires, colloques ou tables rondes.

« Installé au centre de la ville d'Arles, le CITL se situe dans l'aile ouest de l'ancien Hôtel Dieu, devenu l'espace Van Gogh. Ce cloître, entièrement restauré et rénové, héberge également la médiathèque, les archives municipales, une antenne universitaire ainsi que des salles d'exposition et de conférence.

« Avec près de 700 mètres carrés répartis sur deux étages, le CITL est un lieu de vie qui met à la disposition des traducteurs des chambres individuelles et des espaces de convivialité, ainsi qu'une bibliothèque de travail accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, comptant quelque 19 000 ouvrages en plus de 50 langues.¹⁰ »

¹⁰ www.atlas-citl.org/citl

La petite ville d'Arles (qui compte environ 50 000 habitants) a pu ainsi accueillir 1 300 traducteurs dans un espace dédié. Il s'agit là d'un modèle fort intéressant qui devrait inspirer la Ville de Montréal.

Encore une fois, l'UNEQ pourrait coordonner de telles résidences en s'appuyant sur son expertise. Nous accueillons depuis plusieurs années des écrivains étrangers en résidence provenant de l'Europe, d'Haïti et de l'Amérique latine (en collaboration avec le Conseil des arts et des lettres du Québec). L'UNEQ veille à ce que le séjour soit fructueux pour l'écrivain en résidence : nous préparons en collaboration avec lui une activité d'accueil qui lui permet de faire connaître son travail et de rencontrer le public montréalais ; autant que possible, nous cherchons à favoriser la rencontre entre l'écrivain en résidence et des écrivains québécois (par exemple, lorsque nous avons organisé une activité publique d'écriture à quatre mains avec l'écrivaine belge Nora Gaspard et la Montréalaise Maya Ombasic, le 5 mai 2016) et nous sommes à l'affût d'occasions de lui obtenir de la visibilité dans les médias ; notre équipe est à sa disposition pour le soutenir dans la réalisation de son projet d'écriture, notamment en l'aidant dans ses recherches.

La Ville de Montréal est officiellement jumelée avec celle de Shanghaï et a aussi conclu des ententes de coopération avec d'autres villes : Hanoï, Hiroshima, Lyon, Milan, Port-au-Prince, etc. Ne pourrait-on pas profiter de ces ententes pour favoriser l'établissement à Montréal d'un pôle de traduction ?

Les écrivains et les éditeurs québécois ne manquent jamais l'occasion, quand elle leur est donnée, de participer à une foire ou un salon du livre hors des frontières du Québec. À ce jour, ces déplacements ne sont assurés que par le Conseil des arts et des lettres du Québec ou le Conseil des arts du Canada. La Ville pourrait participer à ce rayonnement en soutenant le déplacement de ses auteurs quand ceux-ci sont invités dans des manifestations littéraires à l'étranger, notamment dans des villes jumelées à Montréal. Dans le même ordre d'idées, mentionnons que si la Ville a témoigné de l'intérêt récemment en subventionnant la Foire des droits de traduction lors du dernier Salon du livre de Montréal (organisée conjointement par le Conseil des arts du Canada et le Salon), elle pourrait faire plus et mieux encore de manière à se positionner comme pôle de traduction.

Reflète de son ouverture sur le monde, l'UNEQ collabore activement depuis plusieurs années avec des organismes artistiques mettant de l'avant des écrivains de la diversité : Association Culturelle Passerelle (E-Passerelle), Diversité artistique Montréal (nous participons à son programme de Mentorat artistique professionnel) et LatinArte. Nous avons aussi contribué à l'organisation des Rencontres québécoises en Haïti qui ont eu lieu en mai 2013. Nous avons lancé en 2016 la série *La Piazza*, en collaboration avec l'Institut Italien de Culture de Montréal. Une nouvelle initiative, les deux soirées *Montréal métissé* (en mars et avril 2017), nous permettra de présenter 60 extraits d'œuvres de 30 auteurs montréalais provenant de partout dans le monde. Un pôle de traduction

nous permettrait de multiplier nos collaborations et de consolider la réputation de Montréal comme métropole culturelle.

3) Les bibliothèques hors les murs, lieux de diffusion

Par ailleurs, le projet de Politique prévoit « favoriser la collaboration avec les arrondissements et resserrer les liens avec les milieux communautaires et de loisirs en mettant l'accent sur la médiation culturelle et les interventions hors les murs ». Il nous semble qu'en plus du secteur communautaire et des loisirs, le milieu du livre pourrait être ici mis à contribution. Ainsi, la Maison des écrivains, siège de l'UNEQ, pourrait devenir l'un de ces lieux qui font rayonner les bibliothèques montréalaises.

De par la nature de leur travail, les écrivains sont des médiateurs fabuleux auprès de tous les publics. Voyons ici quelques exemples d'interventions possibles.

- Avec les enfants d'âge préscolaire : les travaux d'Hélène Makdissi et d'Andrée Boisclair (professeures à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval) sur la littératie au préscolaire¹¹ démontrent qu'en plus d'inciter les jeunes enfants à lire éventuellement eux-mêmes des histoires, le contact précoce avec des récits permet de structurer la pensée de ces enfants et de leur faire acquérir du vocabulaire, toutes choses qui sont essentielles pour comprendre les mots et les phrases qu'ils liront plus tard quand ils seront en âge de fréquenter l'école.
- Avec les enfants d'âge scolaire : Égide Royer, spécialiste des difficultés d'apprentissage également professeur à l'Université Laval, a proposé des activités qui peuvent améliorer la littératie, mais hors des murs de l'école, par exemple les camps d'été littéraires (un projet sur lequel travaille d'ailleurs l'UNEQ) et des activités dans les bibliothèques, dont une soirée de « testostérone littéraire » à l'intention des garçons accompagnés de leur père ou de leur grand-père où on leur offre des livres « de gars » pour développer des modèles de lecteurs masculins¹².

¹¹ *La littératie au préscolaire : une fenêtre ouverte vers la scolarisation*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 2010.

¹² Larochelle, Samuel. « La testostérone littéraire », *La Presse +*, 24 octobre 2016, plus.lapresse.ca/screens/60529d09-35e7-4a43-a039-aca7243dd35d%7C_0.html

- Les adultes qui éprouvent des difficultés de lecture sont intimidés par les bibliothèques. Pourquoi ne pas organiser des activités hors les murs ? Au parc, par exemple, dans un cadre moins strict, avec des auteurs qui les aideraient à se laisser apprivoiser ?
- Les nouveaux arrivants, c'est bien connu, peuvent avoir des difficultés à s'insérer dans leur société d'accueil. Quoi de mieux que des activités hors les murs qui leur permettraient de se familiariser avec notre littérature ? Inversement, donner l'occasion à des auteurs venus d'ailleurs de faire connaître leur œuvre contribuerait certainement à une meilleure compréhension de la diversité montréalaise.
- L'équité homme-femme est une préoccupation dans maints secteurs d'activités, la culture y compris. Récemment, l'Office national du film du Canada (ONF) et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) se sont dotées de politiques strictes qui permettent d'espérer que d'ici quelques années, il existera un équilibre dans la diffusion d'œuvres des créateurs et créatrices d'ici. Le CAM ne devrait-il pas se joindre à cet effort ? Les concours et les bourses ne devraient-ils pas accorder une place égale aux femmes comme aux hommes ? L'UNEQ s'est dotée d'un comité pour étudier la situation et tenter d'y trouver des solutions.

La Ville pourrait également faire rayonner la littérature par l'entremise de la toponymie. Baptiser une rue ou un parc du nom d'un écrivain célèbre, c'est bien, mais il faut aussi mettre en valeur les lieux où ont vécu ces écrivains de même que les lieux qui ont inspiré des œuvres majeures. Comment se fait-il, par exemple, que l'œuvre de Gabrielle Roy ne soit soulignée nulle part dans le quartier Saint-Henri si ce n'est par une inscription sur un mur de la station de métro Saint-Henri ? (La petite rue Gabrielle-Roy, dans l'Est de Montréal, n'attire pas l'attention.) *Bonheur d'occasion* renferme un potentiel culturel et touristique qui demeure inexploité.

Hubert Aquin, qui a vécu presque toute sa vie dans la métropole, n'est rappelé nulle part dans la toponymie montréalaise à l'exception du pavillon de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) qui porte son nom ; c'est évidemment trop peu. Le même sort afflige l'immense Claude Gauvreau, avec un espace théâtral de l'UQAM et la petite rue d'un secteur industriel nommés en son honneur... et rien d'autre ! Pire, la toponymie ignore complètement Henri Tranquille, sa librairie et son influence sur le milieu littéraire.

Récemment, le comité de programmation des célébrations du 375^e anniversaire de Montréal a refusé le projet *Montréalais*, une application mobile qui « parcourt l'histoire de Montréal à travers ses figures littéraires et ses personnages historiques, déclinés sur quatre saisons », pour une exploration interactive de la ville. Un projet au fort potentiel culturel, éducatif et touristique qui avait été présenté par l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), l'Association des distributeurs exclusifs de livres en langue française (ADELF), l'Association des libraires du

Québec (ALQ), le Festival international de la littérature (FIL), Illustration Québec, le Salon du livre de Montréal et l'UNEQ. Il s'agit là d'une occasion ratée de marier littérature et toponymie.

Qu'advient-il de la mémoire des écrivains d'origine montréalaise Leonard Cohen (1934-2016), Marcel Dubé (1930-2016) et Mavis Gallant (1922-2014) ? Pour les commémorer d'une manière originale, l'UNEQ est prête à se relever les manches.

En somme, la politique culturelle devrait soutenir non seulement une toponymie qui offre une valeur ajoutée culturelle, mais aussi des circuits touristiques littéraires dans la ville — qui sont actuellement peu nombreux, outre les initiatives de petits organismes comme Lire Montréal¹³, le Musée du Montréal Juif¹⁴ ou Tours Kaléidoscope¹⁵.

Imaginez l'attrait touristique international d'un circuit Leonard Cohen, de Westmount au Mile End en passant par le boulevard Saint-Laurent et d'autres lieux immortalisés par le poète...

4) La littératie d'abord, la littératie numérique ensuite

L'enjeu de la littératie préoccupe l'UNEQ au plus haut point. Que plus de 34 % des Québécois éprouvent de grandes difficultés de lecture et que 19 % soient analphabètes, selon les données généralement admises¹⁶, signifie que la moitié de la population québécoise vit en marge de la « société du savoir », souffre continuellement de discrimination et d'un accès limité à la culture. Promouvoir la littératie numérique avant de soutenir la littératie tout court ne fera, à notre avis, qu'élargir le fossé entre les nantis et les exclus. Or le projet de Politique reste muet sur ce sujet.

La littératie est un enjeu qui s'inscrit au cœur des communautés. La Ville pourrait jouer un rôle de premier plan en y consacrant des ressources conséquentes. Il faut rappeler que la littératie est un prérequis pour une foule d'activités culturelles : par exemple, on ne peut pas comprendre et apprécier pleinement une exposition dans un musée quand on ne sait pas lire. L'école et les bibliothèques sont certes des lieux propices à l'alphabétisation, mais il est nécessaire d'investir d'autres lieux, d'autres canaux où des activités d'alphabétisation peuvent être amorcées : des activités de loisir dans les parcs, ou encore dans le réseau de transport en commun.

¹³ liremontreal.ca

¹⁴ mimj.ca

¹⁵ www.tourskaleidoscope.com

¹⁶ Voir le site web de la Fondation pour l'alphabétisation, www.fondationalphabetisation.org/analphabetisme-les-causes/enquetes-et-statistiques/

À ce propos, l'UNEQ prépare actuellement une journée de réflexion sur la littératie qui se tiendra en septembre prochain, autour de laquelle nous avons déjà réuni plusieurs partenaires : l'ANEL, l'ADELF, BAnQ et la Fondation pour l'alphabétisation.

En ce qui concerne la littératie numérique et l'exploration de nouvelles plateformes d'écriture et de lecture, l'UNEQ a créé en 2012, avec le laboratoire NT2 de l'UQAM, l'application mobile *Opuscules*, une expérience du texte littéraire sur tablettes et téléphones mobiles¹⁷. Cette application permet d'aller à la découverte de la littérature québécoise en tirant profit des spécificités des plateformes mobiles. En décembre 2016, plus de 40 textes inédits d'écrivains québécois lauréats de prix littéraires étaient disponibles dans l'application ainsi que plus de 200 blogs traitant en tout ou en partie de littérature québécoise.

L'UNEQ souhaite s'engager plus avant dans des axes de création, créer des Fab labs où les écrivains en se mêlant à d'autres créateurs pourront renouveler leur pratique, la moderniser. Le réaménagement de la Bibliothèque Saint-Sulpice en centre techno pour les jeunes constitue une occasion de choix pour faire appel à la créativité des écrivains et la mettre au service de projets technologiques qui stimulent la sensibilité des jeunes tout en leur permettant d'aborder la littérature. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que si la technologie ouvre de nouvelles avenues en termes de plateformes et de médias, la raison d'être de ces plateformes et de ces médias demeure le contenu — les œuvres, en l'occurrence. Dans le développement de ces initiatives, il importe de ne jamais perdre de vue l'apport des artistes et des écrivains.

¹⁷ itunes.apple.com/fr/app/opuscules-litterature-quebecoise/id952043316?mt=8

Conclusion

La langue est à la base de toute culture et le livre demeure au cœur de sa transmission. Il s'ensuit que toute politique culturelle digne de ce nom doit accorder une importance prépondérante au livre et à ses artisans.

Si Montréal veut conserver sa réputation de métropole culturelle, elle doit notamment accélérer le développement de son réseau de bibliothèques et multiplier les activités autour du livre en créant des partenariats novateurs avec les auteurs et les traducteurs sur son territoire. Il lui faut également faire connaître la littérature québécoise aux nouveaux arrivants pour qu'ils puissent mieux s'intégrer et participer à la culture dans laquelle ils ont choisi de vivre, et permettre aux écrivains immigrants de faire connaître leurs œuvres.

Que la municipalité contribue au développement de la littératie de ces citoyens n'est plus un luxe, c'est une nécessité. Tous les niveaux de gouvernement doivent se sentir interpellés par le problème que représente l'analphabétisme endémique au Québec. Il y a urgence.

Qu'il s'agisse de rayonnement culturel, de médiation ou de développement de la littératie, l'UNEQ est et continuera d'être avec fierté une alliée des plus précieuses pour Montréal.